

# MAPPING ROOTS

## Un Manuel pour construire un Service Civique Européen au niveau régional et local

Résultat 5 (R5) — Projet Erasmus+ KA2 « Along the Road of the YouSCE »

Partenariat : France · Pologne · Espagne · Portugal · Roumanie

Mars 2026

Produit par le Collectif pour un Service Civique Européen (CSCE)

Cofinancé par l'Union européenne



Cofinancé par  
l'Union européenne



## Comment utiliser ce manuel

Ce manuel est un squelette stratégique vivant. Il est conçu pour évoluer avec le projet — certaines sections sont entièrement rédigées sur la base des recherches existantes et de l'expérience pilote ; d'autres sont clairement marquées pour être complétées au fur et à mesure que le projet génère de nouvelles données. Il s'adresse à deux publics :

- Organisations coordinatrices (Pologne, Espagne, Portugal, Roumanie) — les bénéficiaires principaux de ce projet KA2 — qui construisent des écosystèmes locaux de missions de service civique dans leurs communautés. Les parties 3, 4 et 5 vous sont destinées.
- Décideurs et défenseurs des politiques publiques — qui ont besoin de comprendre le paysage européen, la base de données probantes et le modèle concret pour envisager de l'adopter ou de l'adapter. Les parties 1, 2 et 6 vous sont destinées.

<b>Partie 1</b>	Contexte et justification — Ce qu'est le service civique, pourquoi les dispositifs nationaux en sont le socle, comment fonctionne le modèle SCE
<b>Partie 2</b>	Dispositifs nationaux existants — Profils approfondis de la France, de l'Italie et de l'Allemagne comme modèles de référence
<b>Partie 3</b>	Profils pays — Les pays du consortium et d'autres exemples européens
<b>Partie 4</b>	Construire l'écosystème — Le guide pratique pour les organisations coordinatrices
<b>Partie 5</b>	La perspective des jeunes — Qui s'engage, ce qu'ils gagnent, ce que les pilotes ont montré
<b>Partie 6</b>	Vers un cadre politique — ROI, recommandations, le modèle reproductible

**IMPORTANT** — Sur la dénomination : Le mot « bénévolat » n'est pas neutre dans les systèmes juridiques européens. Dans plusieurs pays, un statut légal de « bénévole » interdit explicitement tout paiement ou indemnité. Avant de nommer votre programme, vérifiez le droit du travail national. Des termes comme « service communautaire », « service social de la jeunesse », « dispositif d'engagement communautaire » ou « engagement civique structuré » peuvent être plus appropriés selon votre pays — et peuvent débloquer l'accès à des financements publics que le terme « bénévolat » ne permettrait pas.

# Partie 1 — Contexte et justification

## 1.1 Qu'est-ce que le Service Civique Européen ?

Le Service Civique Européen (SCE — Service Civique Européen) est un dispositif d'engagement structuré et de long terme pour les jeunes, articulé en deux phases :

- Phase 1 (nationale) : au minimum 6 mois de service dans le pays du jeune, au sein d'une cohorte mixte composée de 50 % de jeunes locaux et 50 % de volontaires européens, financée principalement par des sources nationales ou locales (autorités publiques, ONG, communes, fondations).
- Phase 2 (européenne) : 6 mois ou plus de mobilité dans un autre pays européen, financée par le Corps européen de solidarité (CES) ou, le cas échéant, par des programmes nationaux de service civique.

Le CES n'est donc pas le socle du SCE — il est l'instrument de la phase de mobilité. Le socle est le dispositif national ou infranational d'engagement civique qui rend la Phase 1 possible. Là où un tel dispositif n'existe pas (comme en Pologne, en Espagne, au Portugal, en Roumanie), le construire — même à l'échelle pilote — constitue le défi central que ce projet aborde.

Point clé : Le CES fournit le cadre juridique et le cofinancement pour la mobilité transnationale. Mais sans une Phase 1 locale solide — ancrée dans des financements nationaux, des organisations locales et un accompagnement structuré — il n'y a pas d'expérience européenne significative à proposer. Ce manuel porte essentiellement sur la construction de la Phase 1.

## 1.2 Pourquoi les dispositifs nationaux sont-ils le socle

Les pays dotés de programmes de service civique matures — France (Service Civique, ~150 000 jeunes/an), Allemagne (FSJ/BFD, ~97 000 jeunes/an), Italie (Servizio Civile Universale, ~50 000 jeunes/an) — partagent une architecture commune :

- Un cadre juridique national qui définit le statut, les droits et les obligations du volontaire.
- Une indemnité financée par l'État couvrant les frais de subsistance de base — distincte de l'emploi, évitant les conflits avec le droit du travail.
- Une structure coordinatrice agréée qui gère la qualité de l'expérience.
- Un réseau d'organisations d'accueil proposant des missions structurées.
- Une formation formelle, un tutorat et une éducation civique intégrés au service.

Dans ces pays, le CES joue un rôle complémentaire — offrant la dimension de mobilité européenne aux jeunes qui ont déjà accompli ou sont en train d'accomplir leur service national. Le CES ne remplace pas le dispositif national ; il le prolonge.

Dans les pays sans dispositif national, des pilotes doivent être conduits avec des financements de projets européens (comme ce KA2). Mais il s'agit explicitement d'un modèle transitoire. L'objectif est de démontrer une preuve de concept à l'échelle locale, de produire des données probantes, et d'utiliser ces données pour plaider en faveur d'une adoption politique nationale.

## 1.3 Le service civique et l'emploi des jeunes : un investissement stratégique

Des recherches issues d'autres projets — impliquant la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Pologne, Chypre et des pays d'Europe orientale — documentent clairement le lien entre l'engagement civique structuré et l'employabilité des jeunes. Principaux résultats :

<b>Taux NEET moyen UE (2024)</b>	11,0 % des jeunes âgés de 15 à 29 ans (Rapport de suivi Education et Formation 2025)
<b>Pays au-dessus de la moyenne</b>	Roumanie, Italie, Espagne — inégalités structurelles dans l'accès au marché du travail
<b>Taux NEET Allemagne (2023)</b>	7,5 % — bien en deçà de la moyenne UE, fortement lié à la culture du volontariat structuré
<b>Chômage des jeunes en France (2024)</b>	18,8 % pour les 15-24 ans ; taux NEET de 12,8 % — le Service Civique comme réponse politique clé
<b>Impact du Service Civique (France)</b>	Développement des compétences, inclusion sociale, participation civique — 97 % en transition positive dans les 3 mois suivant la fin du service
<b>Taux de bénévolat en Allemagne</b>	43,6 % des résidents de 14 ans et plus participent à des activités bénévoles (Enquête allemande sur le bénévolat 2019)

Les programmes de service civique ne sont pas de simples investissements à fonds perdus. Des études montrent régulièrement des retombées sociales de 1,50 € à 4,00 € par euro investi en France, et de 2,42 £ par livre investie dans le National Citizen Service du Royaume-Uni. Ces retombées proviennent de : l'amélioration de l'employabilité (réduction des coûts des allocations chômage, augmentation des recettes fiscales), le renforcement des capacités des ONG et du secteur public, la réduction de l'isolement social et l'augmentation de la participation civique.

Sur la dénomination — vigilance droit du travail : En France, la distinction entre « bénévolat » (non rémunéré, non structuré) et « volontariat » (réglementé par la loi, limité dans le temps, indemnité) est inscrite dans la loi. En Espagne, le « voluntariado » réglementé par la Loi 45/2015 prévoit des règles spécifiques sur la rémunération. En Roumanie et en Pologne, qualifier les participants de « bénévoles » tout en leur versant une indemnité peut nécessiter des autorisations légales spécifiques. Chaque pays doit identifier le bon terme et le bon cadre juridique avant de concevoir son programme national. Le nom compte — il détermine les mécanismes financiers applicables.

## 1.4 Le SCE en chiffres (fin 2025)

<b>Jeunes déployés (2021-2025)</b>	1 500+ dans 43 cohortes dans 15 pays
<b>Jeunes ayant moins d'opportunités (JAMO)</b>	54,6 % de l'ensemble des participants — dépassant l'objectif minimum de 50 %

<b>Se sentent citoyens européens (fin de programme)</b>	94 %
<b>Recommanderaient l'expérience</b>	92 %
<b>Ont développé des compétences significatives</b>	85 %
<b>Ont gagné en autonomie et en initiative</b>	87 %
<b>En transition positive dans les 3 mois</b>	97 % (cohorte 2022)
<b>Pays pilotes dans ce projet</b>	Pologne (Gdynia), Espagne (Madrid, Malaga), Portugal (Cascais), Roumanie (Bucarest)

## Partie 2 — Dispositifs nationaux existants : les modèles de référence

La France, l'Italie et l'Allemagne proposent les trois modèles de service civique national les plus développés en Europe. Les comprendre est essentiel : ils constituent à la fois une preuve de ce qui fonctionne et la source de la méthodologie utilisée dans ce projet. Chaque profil couvre : le contexte historique, comment le dispositif a été construit, le cadre juridique, son fonctionnement actuel et les chiffres clés.

### FR FRANCE — Service Civique

#### Contexte historique et construction du dispositif

Le service civique français n'a pas été créé par décret gouvernemental — il a été construit par le bas. Unis-Cité a été fondée en 1994 par trois étudiants de l'ESSEC, inspirés par AmeriCorps et City Year aux États-Unis, qui pensaient que les jeunes devaient avoir une occasion structurée de servir leur communauté au sein d'une équipe diverse. Travaillant sans statut juridique pour les volontaires et sans financement public pendant la première décennie, ils ont prouvé que le modèle fonctionnait.

#### Étapes clés :

- 1994 : Lancement d'Unis-Cité en Île-de-France — le premier groupe de service civique en France.
- 2005 : Après la crise des banlieues, le Président Chirac annonce un service civique volontaire pour 50 000 jeunes. Le « Service Civil Volontaire » est créé — directement modélisé sur Unis-Cité.
- 2007 : Unis-Cité fait campagne avec succès pour l'inclusion du service civique universel dans les programmes des candidats à la présidentielle.
- 2010 : Loi 2010-2041 du 10 mars 2010 — le Service Civique est créé. 6 000 places la première année ; 1 500 gérées par Unis-Cité.
- 2023 : Unis-Cité gère plus de 10 000 volontaires/an dans son modèle collectif ; le programme national accueille ~150 000 jeunes/an.
- 2020-présent : Le SCE (Service Civique Européen) est piloté, combinant Service Civique et CES sous le modèle tandem.

La leçon clé de la France : le plaidoyer et la preuve de concept sont venus en premier ; la politique nationale a suivi. La loi a été rédigée après 16 ans d'expérimentation par des ONG.

#### Cadre juridique

<b>Loi</b>	Loi 2010-2041 du 10 mars 2010 ; article L.120-1 du Code du service national
<b>Définition</b>	Engagement volontaire d'intérêt général ; ni emploi, ni stage

<b>Éligibilité</b>	16-25 ans (jusqu'à 30 ans pour les personnes en situation de handicap)
<b>Durée</b>	6-12 mois, minimum 24h/semaine
<b>Statut</b>	Statut juridique spécifique — non soumis au Code du travail
<b>Organisme de gouvernance</b>	Agence du Service Civique (groupement d'intérêt public sous la tutelle du Ministère de l'Éducation nationale et de la Jeunesse)
<b>Agrément</b>	Les organisations d'accueil doivent être agréées ; ne peuvent pas remplacer des salariés

## Fonctionnement

Le Service Civique fonctionne via des organisations d'accueil agréées (associations, organismes publics, communes) qui définissent des missions d'intérêt général. Les volontaires sont recrutés sans critères de sélection — la motivation est la seule exigence. Ils bénéficient d'une formation civique et professionnelle, sont encadrés par un tuteur désigné et participent à des sessions collectives d'éducation à la citoyenneté.

Le modèle Unis-Cité ajoute une dimension collective : des équipes d'environ 20 volontaires issus de milieux divers (urbains/ruraux, diplômés/non diplômés, origines différentes) servent ensemble sur la même mission. Ce brassage social est non négociable et constitue un indicateur clé de qualité.

## Structure financière

Poste de coût	Payé par	Montant
<b>Indemnité mensuelle</b>	État (80 %)	496,94 €/mois
<b>Soutien complémentaire</b>	Organisation d'accueil (20 %)	113,02 €/mois
<b>Cotisations sociales</b>	État	~250 €/mois
<b>Soutien au tutorat</b>	État (via Agence)	100 €/mois à l'org d'accueil
<b>Formation civique</b>	État (via Agence)	100 € par mission
<b>Coût total par volontaire (8 mois)</b>	~80 % État, ~20 % org d'accueil	~6 800-8 000 €

## Chiffres clés

<b>Participants annuels (programme national)</b>	~150 000 jeunes/an
<b>Gérés par Unis-Cité</b>	10 000+/an dans le modèle collectif
<b>Villes couvertes (Unis-Cité)</b>	120+ villes en France métropolitaine + La Réunion

<b>Taux de chômage des jeunes (2024)</b>	18,8 % pour les 15-24 ans
<b>Taux NEET (2024)</b>	12,8 % — au-dessus de la moyenne UE ; le Service Civique comme réponse politique clé
<b>Promotions SCE (2025)</b>	7 promotions, 100 jeunes — Dunkerque, Caen, Saint-Étienne, Carcassonne, Angers

## DE ALLEMAGNE — FSJ / BFD (Freiwilligendienste)

### Contexte historique et construction du dispositif

Le service civique allemand est né du travail charitable confessionnel destiné aux jeunes femmes dans les années 1950. Contrairement à la France, le modèle allemand a émergé d'organisations religieuses et de la société civile, et non d'un mouvement de plaidoyer étudiant. Le chemin vers le système actuel :

- 1954 : Lancement du premier « Freiwilliges Soziales Jahr » (FSJ — Année de volontariat social) par des organisations féminines catholiques et protestantes.
- 1964 : La loi « Gesetz zur Förderung des Freiwilligen Sozialen Jahres » établit un cadre juridique pour le FSJ. Dès le départ, la dimension éducative est mise en avant.
- 1968 : Les premiers hommes participent au FSJ — le programme s'ouvre au-delà de son public initial féminin.
- 1993 : Introduction du « Freiwilliges Ökologisches Jahr » (FÖJ — Année de volontariat écologique), avec sa propre base légale.
- 2002 : FSJ et FÖJ unifiés sous une seule loi — « Gesetz zur Förderung von Jugendfreiwilligendiensten » (JFDG).
- 2011 : Introduction du « Bundesfreiwilligendienst » (BFD — Service fédéral de volontariat) — ouvert à tous les âges (sans limite d'âge supérieure), en remplacement du service civil alternatif après la suspension du service militaire.
- 2022 : 97 459 participants dans les services de volontariat réglementés (nationaux et internationaux, dont le CES).

La particularité de l'Allemagne : les organisations d'accueil paient la majorité des coûts. Cela crée une forte appropriation institutionnelle mais aussi des barrières financières pour les petites organisations. L'État soutient la coordination pédagogique (200 €/volontaire/mois aux agences de coordination), et non l'intégralité de l'indemnité.

### Cadre juridique

<b>Lois principales</b>	JFDG (loi sur les services de volontariat de la jeunesse) pour le FSJ/FÖJ ; loi distincte pour le BFD
<b>Éligibilité</b>	FSJ : 16-26 ans (parfois 27/28) ; BFD : tous âges (sans limite supérieure pour le service civil)
<b>Durée</b>	6-18 mois (10 mois en moyenne) ; de septembre à août généralement

<b>Horaires</b>	Jusqu'à 39h/semaine ; depuis 2019, temps partiel possible (minimum 20h/semaine)
<b>Statut</b>	Pas un emploi ; statut de volontaire avec protections juridiques spécifiques
<b>Gouvernance</b>	18 agences de coordination (« Zentralstellen ») agréées par le Ministère fédéral de la Famille (BaFzA) ; plus les autorités régionales
<b>Formation obligatoire</b>	25 jours pédagogiques par an (5 séminaires de 5 jours) ; éducation politique incluse

## Fonctionnement

L'Allemagne fonctionne selon un triangle : agence de coordination — organisation d'accueil — volontaire. L'agence de coordination est titulaire du contrat avec le volontaire et est responsable du soutien pédagogique. Les organisations d'accueil (hôpitaux, écoles, organisations environnementales, centres de soins sociaux) fournissent le placement et paient la majeure partie des coûts. Le Ministère fédéral de la Famille (BMFSFJ) et BaFzA assurent la supervision et un financement partiel.

Les tuteurs (« Anleiter ») au sein des organisations d'accueil reçoivent une formation des agences de coordination. L'assurance qualité est gérée de manière centralisée via le réseau des Zentralstellen. Chaque volontaire dispose d'au moins un tuteur désigné et participe à des séminaires de formation réguliers hors de son lieu de placement.

## Structure financière

Poste de coût	Qui paie	Montant
<b>Argent de poche</b>	Organisation d'accueil	Max 426 €/mois
<b>Nourriture/logement (si fourni)</b>	Organisation d'accueil	Variable
<b>Assurance sociale</b>	Organisation d'accueil (principalement)	~160 €/mois
<b>Coordination pédagogique</b>	État (BaFzA) à l'agence de coord.	200 €/volontaire/mois (+100 € pour JAMO)
<b>Séminaire d'éducation politique</b>	État (BaFzA)	Remboursement de déplacement unique
<b>Coût total par volontaire/mois</b>	~70 % org d'accueil, ~30 % État	~920 €/mois

## Chiffres clés

<b>Participants annuels</b>	~97 000+ dans les services de volontariat réglementés
<b>Réseau FWD DRS seul</b>	1 570 volontaires en 2022 ; 1 000+ institutions partenaires

<b>Taux NEET (2023)</b>	7,5 % — bien en deçà de la moyenne UE de 11 %
<b>Taux de bénévolat des jeunes</b>	43,6 % des résidents de 14 ans et plus participent à des activités bénévoles
<b>Disparités régionales</b>	NEET : 12,1 % à Berlin contre 5,3 % en Bavière — le service civique comme réponse ciblée
<b>Sans qualification professionnelle</b>	19,1 % des 20-34 ans — groupe cible clé pour le service civique

## IT ITALIE — Servizio Civile Universale

### Contexte historique et construction du dispositif

Le service civique italien trouve ses racines les plus profondes dans l'objection de conscience au service militaire. Contrairement à la France (portée par le plaidoyer) ou à l'Allemagne (portée par l'Église), le modèle italien a émergé d'une lutte pour les droits contre le service militaire obligatoire.

- 1972 : Loi sur l'« objection de conscience » — création d'une alternative au service militaire. Initialement 8 mois plus long que le service militaire, ce qui décourageait les candidatures.
- 1989 : La Cour constitutionnelle égalise la durée du service civil et du service militaire — les candidatures passent de 16 000 (1990) à 70 000 (1998).
- 1998 : Création du Conseil national du service civique ; le programme est transféré du Ministère de la Défense à la Présidence du Conseil des ministres — étape cruciale supprimant le conflit d'intérêts.
- 2000 : Loi suspendant le service militaire obligatoire (effective en 2005) — le service civique devient volontaire.
- 2001 : Loi 64 — le Service Civique national moderne est créé. Ouvert aux jeunes de 18 à 28 ans pour des missions sociales, culturelles et internationales.
- 2015 : La Cour constitutionnelle déclare inconstitutionnelle l'exigence de la nationalité italienne — le programme s'ouvre aux citoyens de l'UE et aux résidents légaux.
- 2017 : Décret législatif 40/2017 — création du Servizio Civile Universale (SCU). Le programme devient universel, ouvert à tous sans distinction de milieu. Première composante de mobilité internationale introduite (jusqu'à 3 mois à l'étranger).
- 2021 : 49 984 volontaires ; 64 686 places disponibles ; 112 008 candidatures — soit 1,7 candidature par place.

### Cadre juridique

<b>Loi principale</b>	Décret législatif 40/2017 — « Institution et discipline du service civique universel »
<b>Éligibilité</b>	18-28 ans ; citoyens de l'UE ou résidents légaux en Italie
<b>Durée</b>	8-12 mois ; minimum 25 heures/semaine (1 145 heures au total pour 12 mois)
<b>Composante internationale</b>	Jusqu'à 3 mois à l'étranger (pays de l'UE)

<b>Statut</b>	Statut spécifique de service civique — pas un emploi ; parcours de reconnaissance des compétences existant
<b>Gouvernance</b>	Département des politiques de jeunesse et du service civique universel (Présidence du Conseil des ministres)
<b>Agrément</b>	Les organisations s'inscrivent au Registre national du SCU ; agrément projet par projet
<b>Reconnaissance des compétences</b>	Parcours formel de « Dossier individuel de compétences » ; comptabilisé comme service public équivalent pour le recrutement dans la fonction publique

## Fonctionnement

Les organisations soumettent des propositions de projets annuellement en réponse à des appels publics. Une fois approuvées, elles recrutent des volontaires dans un vivier national. Les volontaires reçoivent une formation générale (valeurs et principes du programme) et une formation spécifique (liée à la mission). Un OLP (Operatore Locale di Progetto) désigné au sein de chaque organisation d'accueil assure le tutorat et des bilans mensuels.

Le programme est géré au niveau national mais mis en œuvre localement — les projets couvrent toutes les régions italiennes. La répartition des missions reflète les priorités sociales italiennes : 47,2 % en aide sociale, 31,9 % en éducation/culture/environnement/tourisme, 13,2 % en patrimoine culturel, 4,9 % en patrimoine environnemental.

## Structure financière

<b>Indemnité mensuelle</b>	~440 €/mois (flexible ; 20 jours de congé pour 12 mois)
<b>Sécurité sociale et retraite</b>	Reconnues et cotisées — convertibles pour la retraite future
<b>Reconnaissance publique</b>	Comptabilisé comme équivalent de service public dans le recrutement de la fonction publique ; certification formelle des compétences
<b>Investissement de l'État (2021)</b>	56 205+ places financées ; objectif : 40 000 volontaires comme jalon du PNRR (atteint)
<b>Coût par volontaire (estimé)</b>	~750-900 €/mois total (indemnité + charges sociales + coordination)

## Chiffres clés

<b>Total des volontaires (2001-2021)</b>	523 404 jeunes
<b>Participants annuels (2021)</b>	49 984 — dont 49 367 en Italie, 617 à l'étranger
<b>Candidatures vs places (2022)</b>	112 008 candidatures pour 64 686 places — ratio de 1,7:1
<b>Organisations d'accueil (2021)</b>	45 582 opérateurs enregistrés ; 51 628 sites de projet

<b>Chômage des jeunes (Italie)</b>	~20 % pour les moins de 25 ans — l'un des plus élevés de l'UE ; le SCU comme réponse structurelle
<b>Taux NEET (Italie)</b>	Parmi les plus élevés de l'UE — écart de genre particulièrement prononcé (20 %+ pour les jeunes femmes)

## Partie 3 — Profils pays

### 3.1 Les pays du consortium

Les profils suivants couvrent les quatre pays « cibles » de ce projet — où le SCE n'existe pas encore en tant que programme national et où le projet construit des écosystèmes pilotes.

#### PL POLOGNE

<b>Programme national</b>	Korpus Solidarności (2018-2030) — cadre de développement du volontariat à long terme, pas un service civique au sens propre
<b>Base légale</b>	Loi sur le bénévolat (ustawa o działalności pożytku publicznego i wolontariacie) 2003 ; stratégie du Corps de Solidarité
<b>Organisme de gouvernance</b>	NIW — Institut national de la liberté (Centre pour le développement de la société civile)
<b>Indemnité</b>	Pas de système d'indemnité nationale ; argent de poche CES ~250 €/mois
<b>Agence nationale CES</b>	FRSE — Fundacja Rozwoju Systemu Edukacji
<b>Pilote SCE — Gdynia</b>	Center of Mobility — 8 jeunes locaux (nov. 2024-avr. 2025), terminé
<b>Pilote SCE — Varsovie (S1 2026)</b>	Centre régional de bénévolat — 3 jeunes
<b>Pilote SCE — Lublin (S1 2026)</b>	LOS — 20 jeunes
<b>Défi clé</b>	Absence d'indemnité légale ; expliquer un concept inconnu ; sensibilisation publique limitée à l'engagement civique structuré
<b>Atout clé</b>	Société civile active ; centres régionaux de bénévolat comme coordinateurs naturels ; le Corps de Solidarité offre un cadre institutionnel

Le pilote de Gdynia (Center of Mobility) fournit la première base de données probantes détaillée pour la Pologne. Principaux résultats du rapport d'impact :

- Recrutement : multicanal (ngo.pl, réseaux sociaux, Festival Open'er, bouche-à-oreille) — efficace mais nécessitant un effort de coordination important de la part d'une équipe de 2 personnes.
- Organisations d'accueil : ont nécessité une démarche individuelle approfondie pour expliquer le concept pilote — ce modèle n'est pas connu en Pologne. La construction de la confiance a été chronophage.

- **Obstacles** : absence de cadre juridique pour les indemnités ; capacité d'équipe limitée ; complexité logistique (3 volontaires en situation de handicap nécessitant une mobilité internationale adaptée).
- **Leçon clé** : au moins un coordinateur et un animateur jeunesse constituent l'équipe minimale viable. L'appui institutionnel d'une organisation nationale améliore significativement le recrutement.
- **Inclusion** : 3 des 8 volontaires étaient des personnes en situation de handicap (profil JAMO) ; un accompagnement ciblé et adapté était indispensable.

## ES ESPAGNE

<b>Programme national</b>	Pas de service civique national dédié ; modèles régionaux + CES
<b>Base légale</b>	Loi 45/2015 sur le bénévolat ; Stratégie Jeunesse 2022-2030 (EJ2030)
<b>Organisme de gouvernance</b>	Ministère des droits sociaux ; INJUVE (Instituto de la Juventud)
<b>Indemnité</b>	Pas d'indemnité nationale ; argent de poche CES pour la phase de mobilité
<b>Agence nationale CES</b>	INJUVE gère également le programme CES national
<b>Pilote SCE — Madrid</b>	Coordinadora Infantil y Juvenil de Tiempo Libre de Vallecas — 10 jeunes (oct. 2024-avr. 2025)
<b>Pilote SCE — Malaga</b>	Arrabal Aid — 10 jeunes (S2 2025, en cours)
<b>Défi clé</b>	Très décentralisé ; profil JAMO à 100 % dans le pilote de Madrid (difficultés socio-économiques) — les 10 participants avaient moins d'opportunités
<b>Atout clé</b>	Réseau existant d'associations sociales (la Coordinadora gère 17 organisations membres) ; communes actives

Le pilote de Madrid (Coordinadora Vallecas) se distingue par son profil d'inclusion : tous les 10 participants faisaient face à des difficultés socio-économiques. Le modèle a fonctionné comme un réseau entièrement externalisé : les volontaires ont été placés dans 8 associations partenaires à Vallecas :

- Fundación Amoverse — inclusion sociale et intégration professionnelle
- Asociación Chispa — enfants et familles à risque par le biais d'activités de loisirs
- Asociación Barró — espace socio-éducatif pour les personnes vulnérables (active depuis 1994)
- Asociación Citycentro — loisirs éducatifs pour enfants et adolescents
- Asociación Lakalle — transformation sociale, formation professionnelle
- Asociación Krecer — association à but non lucratif ouverte aux enfants, jeunes et familles (depuis 1990, Vallecas)

- Asociación Primera Prevención — intervention socio-éducative, soutien aux femmes
- Asociación El Fanal — développement personnel et social pour les familles à risque d'exclusion

Les sessions de formation hebdomadaires ont porté sur : les compétences bénévoles, la communication et la gestion des conflits, les compétences numériques (photographie, vidéo), la créativité, les réseaux sociaux et la mobilité européenne. L'événement de reconnaissance du bénévolat communautaire de Noël — impliquant les 17 associations membres de la Coordinadora — a constitué un moment fort de visibilité collective pour les participants.

## PT PORTUGAL

<b>Programme national</b>	Programa de Voluntariado Jovem (IPDJ) — court terme ; pas de service civique national à long terme
<b>Base légale</b>	Loi-cadre sur le bénévolat ; gestion par l'IPDJ
<b>Organisme de gouvernance</b>	IPDJ — Instituto Português do Desporto e Juventude
<b>Indemnité</b>	Remboursement de frais uniquement pour la plupart des programmes ; pas d'indemnité nationale structurée
<b>Agence nationale CES</b>	Agence nationale PT (Erasmus+ Jeunesse et Sport)
<b>Pilote SCE — Cascais</b>	Plantar Uma Árvore — 6-8 jeunes (oct. 2024-mars 2025, en cohortes glissantes)
<b>Défi clé</b>	Les volontaires étaient des étudiants universitaires avec des emplois du temps académiques ; transport vers les sites forestiers (véhicules limités) ; recrutement glissant nécessaire
<b>Atout clé</b>	Plantar Uma Árvore compte plus de 34 000 volontaires dans son historique ; commune de Cascais active ; réseau de partenaires entreprises exceptionnel

Le pilote de Cascais a fonctionné différemment de la Pologne et de l'Espagne : Plantar Uma Árvore est à la fois l'organisation d'accueil ET la structure coordinatrice. Les volontaires ont été intégrés dans le réseau de missions environnementales de l'organisation, encadrant des groupes issus de 40+ organisations partenaires — entreprises, écoles, universités, groupes communautaires :

- Partenaires entreprises : EDP (énergie), GSK (pharma), Mastercard, DHL, Airbus, Kyndryl, Veolia, LG Electronics.
- Partenaires communautaires et publics : Junta de Freguesia de Santo António, deux écoles internationales, Universidade Nova de Lisboa.
- Compétences développées par les volontaires : leadership de groupe sur le terrain, éducation à la biodiversité, production vidéo, suivi écologique (Frelon asiatique, populations d'amphibiens, espèces de fougères).

- Total de plants plantés pendant la période pilote : 1 000+ sur des sites de conservation et de restauration.

Témoignage clé : Alyson Oliveira : « Six mois dans le Parc naturel de Sintra-Cascais a été l'une des expériences les plus transformatrices de ma vie. J'ai grandi personnellement et professionnellement, j'ai développé une sensibilité, une discipline et un nouveau rapport à la nature. »

## RO ROUMANIE

<b>Programme national</b>	Pas de service civique national ; la Stratégie nationale pour la jeunesse 2024-2027 inclut un objectif de volontariat des jeunes
<b>Base légale</b>	Loi 78/2014 sur le bénévolat — permet le remboursement des frais de nourriture, de transport et d'activités ; pas d'indemnité
<b>Organisme de gouvernance</b>	Ministère de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances ; ProVobis (Centre national de ressources pour le bénévolat)
<b>Indemnité</b>	Pas d'indemnité prévue par la loi ; cible pour un programme national ~450 €/mois (sur la base du salaire minimum ~500 €/mois)
<b>Agence nationale CES</b>	ANPCDEFP
<b>Pilote SCE — Bucarest</b>	FNT — Fundatia Nationala pentru Tineret — 10 jeunes (terminé mars 2025)
<b>Contexte culturel</b>	Connotation historique négative du « bénévolat » — associé au travail forcé non rémunéré de l'ère communiste
<b>Atout clé</b>	FNT partenaire CES expérimenté ; réseau national d'ONG ProVobis ; culture croissante du volontariat des jeunes (43 % des jeunes Roumains y participent désormais)

### 3.2 Autres exemples européens

Au-delà du consortium, plusieurs pays européens ont développé des modèles de service civique intéressants illustrant différentes approches face au défi de construire des écosystèmes locaux sans cadre national mature.

## MT MALTE — Youth Voluntary Service (YVS)

<b>Programme</b>	Youth Voluntary Service (YVS) — géré par le Malta Council for Voluntary Sector (MCVS)
<b>Fondé</b>	2015 (premier programme financé) ; composante de volontariat international ajoutée en 2022
<b>Tranche d'âge</b>	16-30 ans (jeunes en situation de handicap : 13-30 ans)
<b>Durée</b>	Local : 2-6 mois (jusqu'à 12 pour les JAMO) ; International : 1-12 mois
<b>Indemnité</b>	3,50 €/heure d'argent de poche ; les orgs d'accueil reçoivent 100 €/mois d'admin + 50 €/volontaire
<b>Secteurs</b>	Bien-être animal, arts, culture, handicap, éducation, environnement, santé, humanitaire, social, sports, jeunesse
<b>Intégration CES</b>	Le MCVS détient le Label de qualité CES (Soutien 2022 ; Leader et Accueil 2023) — reliant programmes locaux et européens
<b>Programme d'inclusion</b>	Youth Engage — programme spécifique pour les jeunes ayant moins d'opportunités (handicap, difficultés sociales), en partenariat avec les agences nationales pour le handicap et la protection sociale
<b>Dispositif clé</b>	Programme J.O.Y.S. (Journey of Youth Self-Development) — ateliers mensuels sur la connaissance de soi, la santé mentale, le dialogue interculturel, combinés au tutorat

## GR GRÈCE — Concept émergent de service civique

La Grèce ne dispose d'aucun programme national de service civique, mais Ecogenia — une association créée en 2021 — a piloté le concept à travers trois petits projets environnementaux (2022-2023). Principaux résultats :

- 25 participants sur 3 pilotes ; 6 501 heures de service communautaire ; 598 bénéficiaires directs ; 1 018 personnes touchées.
- Tous les participants ont réussi leur transition vers l'emploi ou l'enseignement supérieur après le programme.
- Modèle national proposé : jeunes de 18-30 ans ; 6-12 mois ; temps plein ; indemnité de 700-800 €/mois ; secteurs incluant l'écotourisme, la préparation climatique, le patrimoine culturel, l'éducation civique.
- Défi clé : le terme « service » en grec est associé au service militaire obligatoire — le recadrer comme une expérience volontaire positive est essentiel.
- Gouvernance proposée : agence nationale sur le modèle de l'Agence du Service Civique française, sous le Secrétariat à l'emploi ou à la jeunesse.

## LVEE LETTONIE & ESTONIE — Approches nordiques-baltiques

Le profil YouthWiki et la recherche ESTYES (2022-2023) de l'Estonie montrent un pays doté d'une infrastructure civique solide mais sans dispositif national de volontariat à long terme :

- Population : 1,37 M ; 201 000 jeunes de 15 à 29 ans. Le CES envoie ~100 jeunes par an — très petite échelle.
- Défi principal : intégration des minorités — les communautés russophones (307 000 personnes) ont des interactions limitées avec la société estonophone ; le service civique pourrait être un puissant outil d'intégration.
- Contexte économique : récession en 2023, budget public contraint — l'introduction d'un programme national n'est pas imminente, mais le mécanisme CES In-Country est à l'essai.
- Modèle proposé (ESTYES) : volontaire ; 3-12 mois ; temps plein ; indemnité alignée sur le salaire minimum (654 € non imposables) ; fort objectif d'inclusion.

La Lettonie développe actuellement la participation au CES via la Commune de Ropazi (10 jeunes placés au S1 2026), indiquant un appétit au niveau communal pour l'engagement civique structuré des jeunes — une entrée potentielle pour un pilote de service civique similaire à l'approche utilisée à Cascais (Portugal) et Vallecás (Espagne).

## Partie 4 — Construire le réseau

Cette partie est destinée aux organisations coordinatrices. C'est le cœur opérationnel de ce manuel.

Dans le cadre de ce projet KA2, les organisations coordinatrices sont les bénéficiaires principaux. Elles ne disposent pas encore d'un service civique national sur lequel s'appuyer. Leur rôle est de construire l'écosystème local qui rendra un service civique possible — et de documenter ce processus pour qu'il puisse servir de preuve à l'appui d'un changement de politique.

### 4.1 Comprendre votre rôle d'organisation coordinatrice

Une organisation coordinatrice dans ce projet mène deux activités simultanément :

- En interne : elle accompagne un petit groupe de jeunes locaux dans une expérience d'engagement structuré à long terme — avec formation, tutorat, sessions collectives hebdomadaires et développement des compétences.
- En externe : elle identifie, contacte, qualifie et intègre des associations locales, des ONG et des organismes publics pouvant proposer des missions structurées aux volontaires. Ce sont vos organisations d'accueil.

Les organisations d'accueil ne sont pas de simples prestataires de missions. Elles deviennent des partenaires de l'écosystème. En échange de recevoir un volontaire motivé et formé qui apporte une réelle capacité à leur travail, elles s'engagent à : définir une mission structurée, désigner un tuteur, fournir une formation aux compétences (techniques et transversales), participer au cycle de retour d'information et de coordination de l'organisation coordinatrice.

La Coordinadora Vallecas (Espagne) a placé 10 volontaires dans 8 associations partenaires. Plantar Uma Árvore (Portugal) a intégré 6-8 volontaires dans un réseau de 40+ partenaires entreprises, ONG et publics. Le Center of Mobility (Pologne) a noué des relations avec des organisations d'accueil à Gdynia avant le recrutement du premier volontaire. L'écosystème passe en premier.

### 4.2 Construire votre réseau de missions : étape par étape

#### Étape 1 — Cartographier le tissu associatif local

Avant d'approcher toute organisation, cartographiez qui existe sur votre territoire : associations, entreprises sociales, institutions publiques, écoles, communes, centres culturels, clubs sportifs. Réfléchissez à :

- Quels défis sociaux sont les plus aigus dans votre communauté ? (exclusion sociale, environnement, éducation, aide aux personnes âgées, accès à la culture ?)
- Quelles organisations ont déjà une expérience des volontaires — même à court terme ?
- Quelles organisations ont la capacité d'offrir un tutorat (un membre du personnel dédié qui peut suivre un volontaire chaque semaine) ?
- Quelles organisations pourraient fournir une formation aux compétences techniques (numérique, environnement, travail social, langues) ?

#### Étape 2 — Prendre contact et expliquer le modèle

Cela prend plus de temps que prévu. Dans les trois pays pilotes (Pologne, Espagne, Portugal), les coordinateurs ont indiqué qu'expliquer un concept qui n'existe pas légalement dans leur pays a nécessité des conversations de confiance sur des semaines, et non des jours. Messages clés pour votre premier contact :

- « Nous ne vous demandons pas de gérer un volontaire seul. Nous sommes la structure coordinatrice — nous gérons le recrutement, la formation collective, le tutorat et le soutien administratif. Vous fournissez la mission et une personne de contact. »
- « Un volontaire avec nous s'engagera au minimum 10 heures par semaine auprès de votre organisation. Il reçoit de notre part une formation aux compétences bénévoles. Vous le formez dans votre domaine spécifique. »
- « À la fin du projet, votre organisation aura contribué à construire un modèle de service civique que nous envisageons de présenter aux autorités publiques comme proposition de politique publique. »

### Étape 3 — Qualifier la mission

Utilisez le modèle de profil de mission (voir Annexe B) pour définir la mission avec l'organisation d'accueil. Critères clés :

- La mission doit être d'intérêt général — elle sert la communauté, pas les intérêts commerciaux de l'organisation.
- Le volontaire ne doit pas remplacer un salarié (principe fondamental du service civique — protège le marché du travail).
- Le volontaire doit apprendre quelque chose — des compétences techniques (spécifiques au secteur) et des compétences transversales (travail en équipe, initiative, communication).
- La mission doit être significative sur 6 mois — pas seulement un soutien marginal mais une contribution réelle.

### Étape 4 — Signer une convention de partenariat

Formalisez la relation entre votre organisation coordinatrice et l'organisation d'accueil. La convention doit couvrir : description de la mission, planning du volontaire, désignation du tuteur, confidentialité, obligations de reporting et rôle de l'organisation coordinatrice dans les journées de formation collective.

### Étape 5 — Recruter vos volontaires

Le recrutement est le moment où votre réseau devient visible. Leçons clés des pilotes :

- Plusieurs canaux valent mieux qu'un : réseaux sociaux, visites en universités et lycées, centres communautaires, bouche-à-oreille, portails d'ONG locaux.
- Les événements en présentiel sont plus efficaces qu'en ligne pour atteindre les jeunes JAMO — l'approche du Festival Open'er (Pologne), les visites dans les écoles/universités (Portugal), les événements du réseau Coordinadora (Espagne) ont tous généré des candidatures de meilleure qualité que les campagnes uniquement en ligne.
- Soyez précis dans ce que vous proposez : pas « une opportunité de bénévolat » mais « un engagement de 6 mois avec de vraies responsabilités, une formation, un tutorat, une attestation et la possibilité d'une mobilité européenne par la suite ».
- Le timing compte : lancez le recrutement 3 à 4 mois avant la date de début du programme. Le pilote de Gdynia a ouvert le recrutement en juin 2024 pour un début en novembre 2024.

### Étape 6 — Animer le programme collectif

C'est là que les organisations coordinatrices apportent leur valeur ajoutée spécifique au-delà des organisations d'accueil. Le programme collectif comprend :

- Semaine d'induction : introduction aux valeurs du service civique, renforcement de l'équipe, orientation sur la mission, auto-évaluation initiale des compétences.

- Journée collective hebdomadaire : tous les volontaires se réunissent indépendamment de leur organisation d'accueil. C'est le cœur du modèle — il crée de la cohésion, un apprentissage partagé et la dynamique d'équipe mixte qui distingue le service civique du bénévolat ordinaire.
- Sessions mensuelles de compétences : ateliers structurés sur des compétences spécifiques (communication, numérique, participation civique, gestion des conflits, gestion de projet). Le programme de la Coordinadora couvrait la photographie, la production vidéo, les réseaux sociaux, la gestion des conflits et les opportunités européennes.
- Évaluation mi-parcours : bilan individuel et collectif ; ajustement des missions si nécessaire ; coaching individuel.
- Échange international : les trois pilotes ont organisé une rencontre transnationale conjointe (Italie-Portugal-Espagne, avril 2025) — décrite par les participants comme le moment le plus marquant de toute l'année de programme.
- Présentation finale et certification : les volontaires présentent leur expérience aux acteurs locaux (associations, communes, écoles). C'est à la fois un moment de reconnaissance et une opportunité de diffusion.

### 4.3 Le modèle de plan d'affaires national

Pour les pays envisageant de passer du pilote au programme national, le modèle suivant fournit un cadre de réflexion structuré. Chaque organisation coordinatrice de pays doit l'adapter à son contexte national.

Avant de remplir ce modèle, consultez un expert juridique national sur : (1) quel statut juridique peut être accordé aux participants sans déclencher le droit du travail ; (2) ce que le terme « bénévolat » signifie dans votre juridiction et s'il empêche une compensation ; (3) quelles lois existantes (le cas échéant) autorisent les indemnités ou remboursements de frais pour des activités d'engagement civique.

Composante	Questions auxquelles répondre	Réponse de notre pays
<b>A. Vision</b>	Quel besoin social ce programme aborde-t-il ? Qui sont les participants cibles ? Est-il volontaire ou pourrait-il devenir universel ?	
<b>B. Statut juridique</b>	Comment les participants seront-ils appelés ? (pas « bénévole » si cela crée des obstacles juridiques). Quelle loi couvre leur statut ? Peuvent-ils légalement recevoir une indemnité ?	
<b>C. Indemnité et soutien</b>	Quel montant mensuel est réaliste ? (référence : salaire minimum ou bourse étudiante). Qu'en est-il du logement ? De la nourriture ? Du transport ?	
<b>D. Gouvernance</b>	Qui sera l'organisme coordinateur national ? Agence gouvernementale, fédération d'ONG ou hybride ? Comment la qualité sera-t-elle assurée ?	

<b>E. Organisations d'accueil</b>	Quels secteurs seront prioritaires ? Quels critères d'agrément s'appliqueront ? Comment les missions seront-elles publiées ?	
<b>F. Formation</b>	Combien de jours de formation ? Générale (valeurs civiques) + spécifique (liée à la mission) ? Qui la dispense ?	
<b>G. Financement (Année 1)</b>	Financement public (ministère, commune, UE) ? Cofinancement privé (fondations, entreprises) ? Coût par volontaire ?	
<b>H. Financement (Années 2-5)</b>	Voie vers l'institutionnalisation par l'État ? Quelle proportion du coût l'État doit-il prendre en charge par rapport aux orgs d'accueil ?	
<b>I. Échelle</b>	Combien de volontaires en Année 1 (pilote) ? Année 3 (montée en charge) ? Année 5 (ambition) ?	
<b>J. Nom</b>	Quel nom fonctionne dans votre langue et votre cadre juridique ? (Éviter les termes qui déclenchent des restrictions en droit du travail)	
<b>K. Alliés politiques</b>	Quel ministère ? Quels eurodéputés ? Quels champions de la société civile ? Quelles communes peuvent être des pionniers ?	
<b>L. Preuves nécessaires</b>	Quelles données convaincront vos décideurs ? Qu'est-ce que votre pilote génère qui alimente cet argumentaire ?	

Vigilance droit du travail dans les pays du consortium — Pologne : la Loi sur le bénévolat de 2003 autorise le bénévolat non rémunéré ; les indemnités nécessitent une base légale distincte. Espagne : la Loi 45/2015 sur le bénévolat définit les bénévoles comme non rémunérés ; l'engagement civique rémunéré nécessite un instrument juridique différent. Portugal : la loi-cadre sur le bénévolat se concentre sur le remboursement des frais, pas sur les indemnités. Roumanie : la Loi 78/2014 autorise uniquement le remboursement des frais de nourriture, de transport et d'activités. Dans les quatre pays, un nouvel instrument juridique ou un décret ministériel est nécessaire pour créer un service civique indemnisé. Il s'agit d'un objectif politique à long terme — les pilotes sous financement de projet européen font office de pont.

## 4.4 Reconnaître et certifier les compétences

Une expérience de service civique qui ne laisse aucune trace formelle est moins puissante que celle qui génère un certificat reconnu. Options disponibles maintenant, sans attendre une politique nationale :

- Youthpass : le certificat d'apprentissage non formel de l'UE, gratuit et immédiatement disponible via le portail Erasmus+. Peut documenter les compétences développées lors des activités financées par le CES.
- Lettre d'approbation de l'autorité locale : une lettre de la commune confirmant la mission et les heures du volontaire — précieuse pour les CV.
- Attestation de l'organisation d'accueil : une lettre formelle de chaque organisation d'accueil décrivant les missions et les compétences développées.
- Portfolio de compétences : un relevé auto-documenté des compétences développées, structuré par l'organisation coordinatrice lors des sessions collectives hebdomadaires. Le système d'évaluation mensuel de la Coordinadora Vallecás est un excellent modèle.
- Youthpass + cadre national : si votre pays dispose d'un Cadre national des qualifications (CNQ), explorez si les compétences du service civique peuvent être cartographiées sur les niveaux de qualification existants.

## Partie 5 — La perspective des jeunes

### 5.1 Qui sont les volontaires ?

<b>Genre (données SCE 2025)</b>	Femmes 67 % — Hommes 33 %
<b>Répartition par âge</b>	16-18 : 28,2 %   18-20 : 25,8 %   21-24 : 37,1 %   25-30 : 8,9 %
<b>Niveau d'études</b>	Sans diplôme : 21 %   Lycée : 50,8 %   Enseignement supérieur : 28,2 %
<b>Participants JAMO</b>	54,6 % de l'ensemble des participants SCE — au-dessus de l'objectif minimum de 50 %
<b>Pilote de Madrid (Espagne)</b>	100 % JAMO — les 10 participants faisaient face à des difficultés socio-économiques ; niveau lycée ou formation professionnelle
<b>Pilote de Gdynia (Pologne)</b>	4 sur 8 (50 %) dont 3 avec des profils de handicap ; milieux éducatifs et géographiques divers
<b>Pilote de Cascais (Portugal)</b>	6 sur 8 étudiants universitaires ; 1 avec des difficultés économiques ; majorité issue de domaines environnementaux ou apparentés

### 5.2 Qu'est-ce qui motive les volontaires ?

<b>Développement personnel</b>	43,7 %
<b>Découvrir une nouvelle culture</b>	31,2 %
<b>Acquérir de nouvelles langues</b>	29,5 %
<b>Engagement citoyen</b>	17,3 %
<b>Expérience professionnelle</b>	14,1 %

À l'entrée, les principales préoccupations des volontaires sont : la confiance en soi, les compétences linguistiques, répondre aux attentes du projet et les défis logistiques. Ce profil — motivé mais anxieux — souligne pourquoi une induction structurée, le soutien par les pairs et le tutorat dès la première semaine sont non négociables.

### 5.3 Que gagnent les volontaires ?

<b>Ouverture interculturelle</b>	91 %
<b>Autonomie</b>	87 %
<b>Travail en équipe</b>	84 %

<b>Adaptabilité</b>	82 %
<b>Communication</b>	78 %
<b>Compétences linguistiques</b>	72 %
<b>Gestion de projet</b>	65 %

Progression linguistique : de 74 % au niveau débutant à l'entrée → 12 % au niveau débutant à la sortie. Locuteurs intermédiaires : 35 % → 48 %. Avancés : 15 % → 27 %. Particulièrement significatif étant donné que la plupart des volontaires SCE sont des apprenants en langue étrangère pour la première fois à l'entrée.

## 5.4 Paroles des pilotes

### POLOGNE — Gdynia

Daria Lysenko : « J'ai découvert que mes compétences ont une réelle valeur et un vrai impact. »  
 Klaudia Bojk : « Ce projet m'a aidée à définir mon parcours professionnel et m'a même conduite à mon emploi actuel dans une crèche ! »  
 Rozalia Jankowska : « J'ai surmonté ma peur de parler en public et amélioré mes compétences en design graphique et en présentations. »  
 Katarzyna Klemenska : « Apprendre les histoires de vie des autres m'a aidée à m'ouvrir à de nouvelles perspectives. »  
 Halina Kocurek : « J'ai adoré le processus d'apprentissage par le voyage — notamment notre voyage en Roumanie — et la belle énergie de groupe. »

### PORTUGAL — Cascais

Tomás Ribeiro (étudiant en géographie) : « Ce projet a complètement dépassé mes attentes. Le bénévolat environnemental dans la gestion forestière a été ma plus grande source de motivation. Je pense que tous les jeunes devraient faire de même — le changement n'arrive que lorsqu'on retousse ses manches et qu'on travaille ensemble. »  
 Margarida Ramos : « En plus d'être un environnement de connaissance et de travail, c'est un environnement d'amitié, de respect mutuel et d'énorme empathie. Tout le monde était prêt à aider et à enseigner. Faire partie d'un projet qui contribue au bien de la nature remplit le cœur. »  
 Alyson Oliveira : « Six mois dans le Parc naturel de Sintra-Cascais a été l'une des expériences les plus transformatrices de ma vie. J'ai grandi personnellement et professionnellement, j'ai développé une sensibilité, une discipline et un nouveau rapport à la nature. »

➡ **À COMPLÉTER** : Témoignages des participants de Madrid (Coordinadora Vallecas) — portraits individuels + réponses aux questions : Quel a été le moment le plus significatif ? Quelles compétences avez-vous acquises ? Cela a-t-il influencé vos projets ? Soutenez-vous un service civique national en Espagne ?

## 5.5 Stratégie de communication

<b>Jeunes (général)</b>	Courtes vidéos de témoignages (Instagram, TikTok) de volontaires de retour ; focus sur la croissance personnelle, le
-------------------------	--

	voyage, l'amitié et le fait de devenir quelqu'un qui « donne » plutôt que « reçoit »
<b>Candidats à l'engagement long terme</b>	LinkedIn, centres de jeunesse, services des carrières universitaires — valoriser les compétences, la reconnaissance professionnelle, l'opportunité européenne
<b>Organisations de jeunesse</b>	Événements entre pairs, salons Erasmus+, réseaux sectoriels — cadrage partenarial et co-création
<b>Décideurs</b>	Notes de synthèse, ce manuel, tableaux de ROI — cadrage coût-efficacité et alignement avec les politiques publiques
<b>Communes</b>	Impact local, bénéfice communautaire, cohésion civique — lien avec les politiques locales pour la jeunesse et les plans d'action sociale

## Partie 6 — Vers un cadre politique

### 6.1 Ce que démontrent les pilotes

Les quatre pilotes (Gdynia, Madrid, Cascais, Bucarest) démontrent collectivement que :

- Un modèle de service civique peut être construit sans cadre national — à condition d'avoir une organisation coordinatrice solide et la volonté de faire le travail de construction de l'écosystème.
- Les organisations d'accueil, même les plus petites, peuvent proposer des missions de qualité — à condition de recevoir un soutien approprié et un mandat clair.
- Les jeunes ayant moins d'opportunités ne sont pas un dernier recours — ils sont la cible principale et ils réussissent lorsqu'ils sont correctement accompagnés.
- Le modèle d'équipe mixte (locaux + Européens) fonctionne — la rencontre transnationale d'avril 2025 (Italie-Portugal-Espagne) a été décrite comme le moment le plus marquant de toute l'année de programme.
- Le processus génère des données probantes — profils de volontaires, données sur les compétences, retours des organisations d'accueil, heures de mission — directement utilisables pour le plaidoyer politique.

### 6.2 ROI : l'argumentaire par dispositif existant

Les tableaux suivants s'appuient sur des évaluations publiées et sur la recherche TIPJEV pour présenter l'argumentaire de retour sur investissement pour chaque dispositif national existant. Ils sont conçus pour aider les décideurs des pays du consortium à comprendre ce qu'un programme national, mis à l'échelle de leur contexte, pourrait générer.

#### France — Service Civique

Indicateur	Valeur	Source
<b>ROI par euro investi</b>	1,50 €-4,00 €	Évaluation de l'État (INJEP/Cour des comptes)
<b>Participants annuels</b>	~150 000	Agence du Service Civique 2024
<b>Chômage des jeunes économisé</b>	Réduction des coûts des allocations chômage + hausse des recettes fiscales futures (INJEP)	—
<b>Taux NEET</b>	12,8 % — le programme cible directement cette cohorte	INSEE 2024
<b>Retours les plus forts dans</b>	Éducation, inclusion sociale, santé, résultats d'emploi	Évaluation INJEP
<b>Pertinent pour la Roumanie ?</b>	Oui — défi NEET similaire ; pilote FNT comme preuve de concept	—
<b>Pertinent pour la Pologne ?</b>	Oui — le cadre du Corps de Solidarité existe déjà ; le	—

	mécanisme d'indemnité est la pièce manquante	
--	--	--

## Allemagne — FSJ/BFD

Indicateur	Valeur	Source
<b>Participants annuels</b>	97 000+ dans les services réglementés	BaFzA 2022
<b>Taux NEET (Allemagne)</b>	7,5 % — bien en deçà de la moyenne UE de 11 %	Eurostat 2023
<b>Taux de bénévolat</b>	43,6 % des résidents de 14 ans et plus participent à des activités bénévoles	Enquête allemande sur le bénévolat 2019
<b>Lien à l'emploi</b>	Le bénévolat directement lié à l'intégration sur le marché du travail ; compétences transversales + réseautage	SALTO ; Bertelsmann
<b>Coût par volontaire</b>	~920 €/mois ; les orgs d'accueil supportent la majorité	Analyse JFDG
<b>Pertinent pour l'Espagne ?</b>	Oui — le modèle décentralisé convient à la structure régionale espagnole ; le modèle de coût porté par l'org d'accueil pourrait être adapté	—
<b>Pertinent pour le Portugal ?</b>	Oui — entrée à petite échelle via des organisations environnementales (comme Plantar) reproductible	—

## Italie — Servizio Civile Universale

Indicateur	Valeur	Source
<b>Participants annuels (2021)</b>	49 984	Dép. Politique Jeunesse 2021
<b>Candidatures vs places</b>	1,7:1 — la demande dépasse l'offre	Dép. Politique Jeunesse 2022
<b>Impact emploi long terme</b>	Hausse des taux d'emploi, particulièrement dans les régions du Sud — réduit les coûts du chômage des jeunes	Évaluation PNRR
<b>Reconnaissance des compétences</b>	Parcours formel ; comptabilisé comme équivalent de service	Décret 40/2017

	public dans le recrutement de la fonction publique	
<b>Taux NEET (Italie)</b>	Parmi les plus élevés de l'UE — le SCU comme réponse structurelle	Eurostat 2023
<b>Pertinent pour la Roumanie ?</b>	Très — profil de chômage similaire, contexte historique similaire (post-communiste), proximité culturelle similaire	—
<b>Pertinent pour l'Espagne ?</b>	En partie — le modèle universel (sans critères de sélection) et l'objectif d'inclusion JAMO s'alignent fortement	—

## 6.3 Recommandations pour les décideurs

<b>1 — Cadre juridique</b>	Développer un statut juridique spécifique pour l'engagement civique structuré à long terme, distinct du « bénévolat » dans votre loi nationale — et qui permet les indemnités. Modèle : France (Loi 2010-2041), Italie (Décret 40/2017).
<b>2 — Coordinateur national</b>	Désigner ou soutenir un organisme (agence publique, fédération d'ONG ou hybride) comme coordinateur national — agréant les organisations d'accueil et assurant la qualité. Modèle : Agence du Service Civique (FR), NIW (PL), ProVobis (RO).
<b>3 — Registre des orgs d'accueil</b>	Créer un registre national d'organisations d'accueil agréées avec des critères transparents (mission d'intérêt général, capacité de tutorat, pas de remplacement de salariés).
<b>4 — Mécanisme d'indemnité</b>	Fournir un cofinancement public couvrant au minimum l'indemnité de base et les cotisations sociales. Le CES In-Country peut financer les pilotes ; le budget national doit finalement assurer la pérennité.
<b>5 — Points d'entrée municipaux</b>	Engager les communes en premier — ce sont les décideurs les plus accessibles, disposent de politiques locales pour la jeunesse et peuvent cofinancer des missions. Cascais (PT) et Vallecas/Madrid (ES) montrent que cela fonctionne.
<b>6 — Reconnaissance des compétences</b>	Cartographier les compétences du service civique sur les cadres nationaux de qualification. La reconnaissance formelle augmente l'attractivité du programme et sa contribution à l'employabilité — le moteur principal du ROI.
<b>7 — Communication</b>	Ne pas appeler cela « bénévolat » dans la communication publique si ce terme a des connotations négatives

	(Roumanie) ou des restrictions légales. Investir dans un nom national qui exprime le devoir civique, l'opportunité et la compensation.
<b>8 — Utiliser les pilotes</b>	Ce projet KA2 génère les données probantes nécessaires. Chaque profil de volontaire, description de mission, relation avec une organisation d'accueil et point de données d'impact est un argument pour le financement public. Utilisez-le.

## 6.4 Le modèle reproductible en un coup d'œil

<b>Structure coordinatrice</b>	1 ONG agréée par région/ville ; responsable de la qualité, de la formation, du programme collectif et de la construction de l'écosystème
<b>Organisations d'accueil</b>	Réseau d'ONG locales, organismes publics, écoles, communes — chacune avec 1 mission définie et 1 tuteur désigné
<b>Taille de la cohorte</b>	10-24 jeunes (50 % locaux + 50 % Européens dans le modèle SCE complet ; nationaux uniquement en phase pilote sous KA2)
<b>Durée</b>	Minimum 6 mois, temps plein ou quasi temps plein
<b>Formation</b>	Semaine d'induction + journée collective hebdomadaire + sessions mensuelles de compétences + évaluation mi-parcours + présentation finale
<b>Certification</b>	Youthpass + attestation de l'org d'accueil + portfolio de compétences de l'org coordinatrice
<b>Phase 2 (mobilité)</b>	Mobilité à l'étranger financée par le CES pour les diplômés de la Phase 1 — la dimension européenne
<b>Financement (pilote)</b>	Financement de projet européen (KA2 ou CES) ; cofinancement communal ; subventions de fondations
<b>Financement (à l'échelle)</b>	Budget national (indemnité + charges sociales) ; contribution des orgs d'accueil (tutorat) ; CES (mobilité)
<b>Plaidoyer</b>	Tout documenter ; présenter d'abord aux communes ; puis aux autorités régionales ; puis aux ministères nationaux

## 6.5 La vision à long terme

Le Collectif pour un Service Civique Européen a articulé trois orientations stratégiques pour la période au-delà de ce projet :

<b>1 — Convergence nationale</b>	Coordination régulière entre les institutions nationales de service civique et l'Agence CES. Missions de conseil et de
----------------------------------	--

	formation systématiques pour les pays développant des programmes nationaux. Tests à petite échelle via le CES In-Country comme point d'entrée.
<b>2 — Erasmus pour les volontaires</b>	Sur le modèle Erasmus+ : les fonds nationaux couvrent la Phase 1 (indemnité de base, soutien à l'organisation d'accueil) ; le CES couvre la Phase 2 (cours de langues, transport, hébergement, frais de gestion supplémentaires). Avec des budgets européens constants, ce modèle pourrait déployer des dizaines de milliers de volontaires supplémentaires.
<b>3 — Coopération multilatérale</b>	Passer des cadres bilatéraux (OFAJ franco-allemand, franco-italien) aux cadres multilatéraux. Un triangle France-Allemagne-Italie est immédiatement réalisable. La Pologne, l'Espagne, le Portugal et la Roumanie rejoindraient progressivement au fur et à mesure que leurs modèles nationaux se développent.

La vision : un Service Civique Européen universel dans ses aspirations, local dans sa mise en œuvre, national dans son financement et multilatéral dans sa gouvernance — le second pilier de la mobilité européenne des jeunes aux côtés d'Erasmus+, soutenu par la Recommandation unanime du Conseil de 2022 sur le bénévolat.

# Annexes

## Annexe A — Glossaire

<b>SCE / ECS</b>	Service Civique Européen — le modèle promu par le réseau CSCE : Phase 1 nationale + Phase 2 de mobilité européenne
<b>CES</b>	Corps européen de solidarité — instrument européen pour la phase de mobilité (Phase 2) ; pas le socle du modèle SCE
<b>CES In-Country</b>	Volontariat CES dans le propre pays du volontaire — utilisé pour piloter la phase nationale là où il n'existe pas de programme national
<b>Structure coordinatrice</b>	ONG agréée par le CES gérant l'expérience globale du volontaire, le programme collectif et la construction de l'écosystème
<b>Organisation d'accueil</b>	Association locale, ONG, organisme public ou commune proposant une mission définie à un volontaire
<b>Mission</b>	Activité structurée de 6 mois d'intérêt général, avec un tuteur désigné et des objectifs clairs de développement des compétences
<b>Cohorte / Promotion</b>	Groupe de volontaires démarrant simultanément — généralement 10-24 dans le modèle SCE
<b>Principe tandem</b>	Composition 50 % locale + 50 % européenne de chaque cohorte SCE dans le modèle complet
<b>JAMO</b>	Jeunes Ayant Moins d'Opportunités — le SCE vise un minimum de 50 % de JAMO par cohorte
<b>OLP</b>	Operatore Locale di Progetto (Italie) — le tuteur désigné au sein d'une organisation d'accueil
<b>Youthpass</b>	Certificat d'apprentissage non formel de l'UE disponible pour les activités CES — gratuit, immédiat, largement reconnu
<b>NIW</b>	Institut national de la liberté — organisme polonais gérant le programme du Corps de Solidarité
<b>IPDJ</b>	Instituto Português do Desporto e Juventude — Institut national portugais de la jeunesse et du sport
<b>ProVobis</b>	Centre national de ressources pour le bénévolat en Roumanie
<b>FNT</b>	Fundatia Nationala pentru Tineret — partenaire roumain (Bucarest)

<b>MCVS</b>	Malta Council for Voluntary Sector — gère le Youth Voluntary Service
<b>CSCCE</b>	Collectif pour un Service Civique Européen — le réseau coordonnant le modèle SCE à travers l'Europe
<b>TIPJEV</b>	Tremplin vers l'Insertion Professionnelle des Jeunes Engagés en Volontariat — projet Erasmus+ recherchant le service civique et l'employabilité

## Annexe B — Modèle de profil de mission

<b>Nom de l'organisation d'accueil</b>	
<b>Type d'organisation</b>	ex. ONG environnementale / centre d'inclusion sociale / commune / école
<b>Titre de la mission</b>	
<b>Description de la mission</b>	Que fera concrètement le volontaire, avec qui, au bénéfice de qui ?
<b>Compétences techniques que le volontaire développera</b>	ex. suivi de la biodiversité, production vidéo, outils de travail social
<b>Compétences transversales que le volontaire développera</b>	ex. leadership de groupe, communication, initiative
<b>Durée</b>	ex. 6 mois de [mois] à [mois]
<b>Nombre de places</b>	
<b>Heures hebdomadaires à l'organisation d'accueil</b>	
<b>Journées du programme collectif (avec l'org coordinatrice)</b>	1 jour/semaine (obligatoire)
<b>Nom et fonction du tuteur</b>	
<b>Formation du tuteur ?</b>	Le tuteur recevra-t-il une formation de l'organisation coordinatrice ? Oui / Non
<b>Lieu (ville, quartier)</b>	
<b>Accessible en transports en commun ?</b>	Oui / Non / Partiel
<b>Logement fourni ?</b>	Remarque : à mentionner uniquement si applicable ; ce n'est pas une exigence du modèle
<b>Exigences linguistiques</b>	
<b>Publié sur le tableau des missions ?</b>	Oui / En attente / Non

## Annexe C — Modèle de plan d'affaires national

(Voir la Partie 4.3 pour le modèle complet avec les questions directrices — cette annexe fournit la version vierge que chaque pays peut compléter de manière indépendante.)

Composante	Questions auxquelles répondre	Réponse de notre pays
<b>A. Vision</b>	Quel besoin social ce programme aborde-t-il ? Qui sont les participants cibles ? Est-il volontaire ou pourrait-il devenir universel ?	
<b>B. Statut juridique</b>	Comment les participants seront-ils appelés ? Quelle loi couvre leur statut ? Peuvent-ils légalement recevoir une indemnité ?	
<b>C. Indemnité et soutien</b>	Quel montant mensuel est réaliste ? Qu'en est-il du logement ? De la nourriture ? Du transport ?	
<b>D. Gouvernance</b>	Qui sera l'organisme coordinateur national ? Comment la qualité sera-t-elle assurée ?	
<b>E. Organisations d'accueil</b>	Quels secteurs seront prioritaires ? Quels critères d'agrément s'appliqueront ? Comment les missions seront-elles publiées ?	
<b>F. Formation</b>	Combien de jours de formation ? Générale + spécifique ? Qui la dispense ?	
<b>G. Financement (Année 1)</b>	Financement public ? Cofinancement privé ? Coût par volontaire ?	
<b>H. Financement (Années 2-5)</b>	Voie vers l'institutionnalisation par l'État ? Proportion de coût État vs orgs d'accueil ?	
<b>I. Échelle</b>	Combien de volontaires en Année 1 ? Année 3 ? Année 5 ?	
<b>J. Nom</b>	Quel nom fonctionne dans votre langue et votre cadre juridique ?	
<b>K. Alliés politiques</b>	Quel ministère ? Quels eurodéputés ? Quels champions ? Quelles communes pionnières ?	
<b>L. Preuves nécessaires</b>	Quelles données convaincront vos décideurs ? Qu'est-ce que votre pilote génère ?	

## Annexe D — Questionnaire de retour d'information des volontaires

L'outil de retour d'information structuré utilisé à mi-parcours et à la fin de la mission — à finaliser en coordination avec l'équipe de recherche R4. Il peut être trouvé dans un document joint commun.

## Annexe E — Contacts des partenaires

<b>France / Pilote</b>	CSCE — Collectif pour un Service Civique Européen — contact : <a href="https://service-civique-europeen.com">https://service-civique-europeen.com</a>
<b>Pologne</b>	Center of Mobility (Gdynia) — <a href="https://cwm.org.pl">https://cwm.org.pl</a>
<b>Espagne</b>	Coordinadora Infantil y Juvenil de Tiempo Libre de Vallecas (Madrid) <a href="https://coordinadora.org.es/">https://coordinadora.org.es/</a>
<b>Portugal</b>	Plantar Uma Árvore (Cascais) — <a href="https://plantarumaaarvore.pt">https://plantarumaaarvore.pt</a>
<b>Roumanie</b>	FNT — Fundatia Nationala pentru Tineret (Bucarest)

## Annexe F — Sources clés

- YouthWiki — European Youth Wiki : [national-policies.eacea.ec.europa.eu/youthwiki](http://national-policies.eacea.ec.europa.eu/youthwiki)
- Rapport annuel SCE 2025 — Collectif pour un Service Civique Européen
- KA2 Grand Tour Européen (2022) — Diffusion du Service Civique National et Européen dans toute l'Europe
- Rapports d'impact — Pilotes YouSCE : Pologne (Center of Mobility), Portugal (Plantar Uma Árvore), Espagne (Coordinadora Vallecas)
- Loi 2010-2041 du 10 mars 2010 (France — Service Civique)
- Décret législatif 40/2017 (Italie — Servizio Civile Universale)
- JFDG — Jugendfreiwilligendienst Act (Allemagne — FSJ/BFD)
- Loi 45/2015 sur le bénévolat (Espagne) ; Loi 78/2014 sur le bénévolat (Roumanie) ; Loi sur le bénévolat 2003 (Pologne)
- Recommandation du Conseil de l'UE sur le bénévolat (2022) — adoption unanime
- Rapport de suivi Education et Formation 2025 — Commission européenne
- Données Eurostat sur le chômage des jeunes 2024-2025

*Mapping Roots — R5 — Erasmus+ KA2 — Along the Road of the YouSCE — Mars 2026*

*Financé par l'Union européenne. Les opinions et points de vue exprimés n'engagent que leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement ceux de l'Union européenne ou de l'Agence exécutive européenne pour l'éducation et la culture (EACEA). Ni l'Union européenne ni l'EACEA ne peuvent en être tenues responsables.*